



J'ai le plaisir de livrer dans ce document le bilan synthétique de l'activité des services de l'Etat dans le Gers en 2013.

Cette information sur l'action de l'Etat répond à une exigence de transparence et permettra également à nos concitoyens d'apprécier l'emploi des contributions publiques.

Cette plaquette présente donc, sans viser l'exhaustivité, le rapport d'activité des services de l'Etat dans le Gers, et les principales actions menées en 2013, illustrant ainsi la diversité des interventions de l'Etat ainsi que la force de son engagement dans ce territoire.

Une des priorités principales demeure la mobilisation en faveur de la croissance et de l'emploi. Dans une conjoncture économique difficile, l'Etat a accentué en 2013 son action sur le soutien de l'activité, l'accompagnement des entreprises en difficultés et la mobilisation pour l'emploi. Le contexte l'a également incité à renforcer ses efforts en direction des populations, dans le respect du développement durable, l'Etat a été présent sur le territoire afin d'en garantir un développement équilibré. Cette action a été menée en étroite coopération avec les collectivités locales et les responsables institutionnels, économiques et sociaux.

Je tiens à remercier tous les agents de l'Etat qui, par leurs efforts quotidiens contribuent à la mise en œuvre des missions qui leur sont confiées au bénéfice de l'intérêt général de tous les gersois.

Jean-Marc SABATHÉ,
Préfet du Gers

Sommaire

- L'État protège les personnes et les biens 3
- L'État garantit le respect des droits et des libertés 4
- L'État développe le territoire..... 5
- L'État soutient l'activité économique et la cohésion sociale..... 7
- L'État organise l'action éducatrice 9
- L'État investit dans le Gers 9
- L'État s'adapte pour mieux agir au moindre coût 10

L'État protège les personnes et les biens

L'État prévient la délinquance :

En 2013, 5 221 faits de délinquance générale ont été constatés.

Les atteintes aux biens (AAB : cambriolages, vols sans violence, vols à la roulotte) représentent plus de 75% des faits de délinquance. Un plan de lutte contre les cambriolages et les vols à main armée a été mis en œuvre par les services de police et de gendarmerie. Les escroqueries et infractions financières (EIEF) augmentent de 22,8% en 2013.

Malgré cette augmentation, le Gers figure encore et toujours parmi les départements les plus sûrs de France.

L'État lutte contre l'insécurité routière :

L'accidentalité présente une évolution favorable, dans la continuité d'une tendance baissière.

- 127 accidents corporels
- 12 tués
- 157 blessés



PIURCS
Protocole d'intervention d'urgence sur
route à chaussée séparée

Soit au total 169 victimes de la route en 2013 (228 en 2012, 253 en 2013). Tous les indicateurs sont en baisse notable dans le Gers par rapport à 2012.

La poursuite des efforts conjugués en matière d'activités de contrôle et d'actions de prévention a permis d'obtenir ce bilan favorable.

Dans le cadre du plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR), programme d'actions de prévention et d'informations, visant à améliorer les comportements des usagers de la route ou des futurs usagers de la route, une réflexion a été menée pour mettre en place des actions de prévention innovantes sur le thème de la vigilance et de l'attention perturbée. Les actions du PDASR visent les jeunes, les seniors, les deux-roues motorisées, l'alcool et les stupéfiants.

- 66 700 € de subventions
- 280 actions de préventions
- 15 000 usagers de la route sensibilisés



Concours de dessins pour les enfants
visant à les sensibiliser sur les dangers
de la route

L'État prépare la gestion des crises :

Les exercices constituent la clé de voûte de la sécurité civile en permettant la mise en œuvre pratique des dispositions contenues dans les plans de secours. 5 exercices de sécurité civile ont été organisés en 2013 pour faire face aux crises de toutes natures.

L'État garantit la protection du consommateur et la sécurité sanitaire et alimentaire :

La qualité et la sécurité des services et des produits consommés est une préoccupation essentielle de l'Etat.

L'année 2013 a été marquée par un grand nombre d'élevages bovins sous surveillance de tuberculose bovine en lien épidémiologique avec des élevages infectés. Cette année ont été effectués :

- 22 contrôles de bovins
- 5 contrôle d'ovins
- 3 contrôles de porcins
- 7 contrôles d'élevages de volailles

L'État agit aux côtés des professions de santé :

- Il veille à la permanence des soins ambulatoires.
- Une nouvelle convention SAMU-SDIS relative à l'organisation du secours à la personne et de l'aide médicale urgente dans le département du Gers a été approuvée.
- L'année 2013 a vu l'ouverture de quatre maisons de santé pluri professionnelles : Mauvezin le 2 janvier, Fleurance le 1er avril, Vic-Fezensac le 1er juin, Marciac le 30 décembre.

La préfecture du Gers a délivré en 2013 :

- 29 303 certificats d'immatriculation
- 8 915 permis de conduire
- 13 533 cartes nationales d'identité
- 6 524 passeports
- 871 titres de séjour
- 102 naturalisations



Accueil du public à la préfecture



Permis de conduire

Les délais moyens de délivrance des titres dans le Gers sont inférieurs à la moyenne nationale :

- permis de conduire : 8,8 jours (15,1 jours au niveau national)
- certificat d'immatriculation : 6,5 jours (6,9 jours au niveau national)
- carte nationale d'identité : 6,3 jours (15,9 jours au niveau national)
- passeport : 3,7 jours (5,6 jours au niveau national)

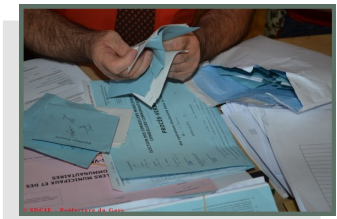


Elections municipales

Le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire :

Ces contrôles sont centralisés en préfecture depuis le 1^{er} janvier 2010 et concentrés sur les actes prioritaires : commande publique, intercommunalité, urbanisme, et certains actes de la fonction publique territoriale. Parallèlement, la fonction de conseil aux élus s'est renforcée depuis plusieurs années.

30 987 actes ont été transmis, dont 25 969 actes non budgétaires et 5 018 actes budgétaires.



Dépouillement des bulletins des élections

Les élections :

En 2013, la préfecture a organisé les élections des membres des chambres départementales et régionales d'agriculture pour 29 234 électeurs. Elle a également organisé une élection partielle pour pourvoir 5 sièges vacants au tribunal de commerce d'Auch, et a supervisé 3 élections municipales partielles.

Elle a également débuté les travaux préparatoires pour le renouvellement des représentants au Parlement Européen qui intervient en 2014.

Le droit de l'environnement :

En matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) :

- 174 récépissés de déclaration délivrés
- 5 autorisations
- 27 mises en demeure

En matière de loi sur l'eau :

- 5 autorisations
- 7 autorisations temporaires
- 3 mises en demeure



Le schéma départemental de coopération intercommunale :

L'année 2013 a été marquée par la poursuite et l'achèvement du schéma départemental de la coopération intercommunale, adopté le 23 décembre 2011.

Une fusion de communauté de communes menée à son terme, 10 syndicats dissous, 2 fusions de syndicats.

Le développement équilibré du territoire :

L'application du droit des sols connaît une activité importante :

- 1 895 permis de construire,
- 3 545 certificats d'urbanisme,
- 91 permis d'aménager,
- 2 420 déclarations préalables
- 1 schéma de cohérence territoriale concernant 14 communes a été approuvé.

Fin 2013, 1 SCOT couvrant 14 communes approuvées, 1 SCOT est en cours d'étude sur le territoire du pays Val d'Adour, 1 périmètre de SCOT publié (Adour-Chalosse-Tursan).



RN 124



Aéroport Auch Gers

S'agissant des infrastructures le district ouest de la DIR SUD-Ouest a réalisé des travaux de renouvellement de couche de roulement sur chaussées, pour un montant total de 2,17 millions €, notamment sur la traverse d'Auch et de Gimont, et des réfections sur la RN 21 et la RN 124.



DIR Sud Ouest

Des opérations visant à améliorer la sécurité du réseau ont également été entreprises pour un montant total de 1,1 million € : reprise des lacets de Saint-Maur, traitement des obstacles latéraux sur les RN 224 et 524 sur les communes de l'Isle Jourdain et Séguoufielle, aménagement visant à améliorer la lisibilité de la perception des passages à niveau sur la RN 124 à Gimont et à l'Isle Jourdain.



Travaux RN124 Auch/Gimont



Exercice de sécurité sur la 2x2 voies

Le développement compétitif du territoire :

- 6 473 573 € de subventions d'investissement de l'Etat aux collectivités territoriales (+ 5% de dotation d'équipement aux territoires ruraux par rapport à l'enveloppe DETR 2013).

Les travaux d'aménagements de sécurité et/ou d'accessibilité constituent la catégorie de travaux la plus subventionnée avec 75 dossiers (45,38% de l'enveloppe). Suivent le développement économique et touristique (11 dossiers -20,14% de l'enveloppe), les bâtiments scolaires (19 dossiers -13,97%), le confortement de la ressource en eau (7 dossiers -10,67%), le maintien des services publics en milieu rural (12 dossiers -7,53%) et les équipements annexes aux moyens de transports collectifs (2 dossiers -2,33%).

- Les 8 Pôles d'Excellence Rurale (PER) ont fait l'objet d'un accompagnement spécifique. L'accent a été mis sur l'engagement comptable et juridique des crédits du fond ministériel mutualisé pour les 4 PER de la seconde vague. 97 dossiers de programmation ou de paiement ont au total été instruits en 2013 (2 729 476 € engagés, 425 761 € payés).
- Une enveloppe FNADT de 268 331 € a été accordée en 2013, dont 200 000 € pour la création d'un hôtel d'entreprises agro-alimentaires à Auch (Agro parc 4) par la CCI du Gers.
- 28 projets ont bénéficié de financement FEADER, au titre de l'axe 3 du développement territorial. Les montants d'investissements de ces opérations représentent plus de 4,3 millions €.
- 62 projets de pays ont été programmés en 2013 sur le LEADER, pour un montant total de 1 762 461 €, représentant 8,3 millions € d'investissements.

Le développement durable du territoire :

Une action en faveur de la qualité de l'eau et du patrimoine naturel

L'Etat remplit ses missions de préservation de l'environnement et de développement durable dans différents domaines d'intervention.

Des actions concrètes ont été réalisées en 2013 afin d'améliorer la qualité de l'eau : mesures visant à protéger les périmètres de protection des captages d'eau potable, sécurisation de la ressource. Les prestataires se sont engagés dans les règles de gestion visant à mettre en adéquation la ressource disponible et les besoins en eau.

Sur les sites « Natura 2000 » ont été mises en place deux chartes et 36 mesures agro - environnementales territorialisées.

Un soutien à l'agriculture durable

Les masses financières Etat et Europe sont les suivantes :

- 1er pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - soutien aux activités agricoles et maintien des exploitations - 133,5 millions €, dont 18 millions € pour les aides dites couplées en fonction des productions réalisées et 115,5 millions € pour les aides dites découplées, sans lien avec la production.
- 2ème pilier de la PAC - développement agricole et rural et prise en compte de l'environnement : 6,14 millions €, le programme de modernisation des bâtiments d'élevage, l'aide à la conversion à l'agriculture biologique.
- Dotations d'installation : 1 100 000 €
- Prêts d'installations : 262 prêts accordés, pour environ 960 000 € d'aide (bonification).



Natura 2000



Bâtiment agricole



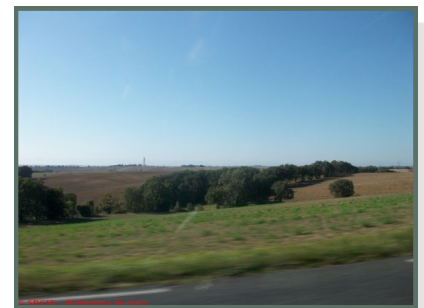
Elevage bovins



Cultures dans le Gers



Elevage de volailles



Cultures dans le Gers

Dans le Gers, le taux de chômage s'établit désormais à 8,7%. Il reste cependant inférieur à la moyenne régionale, qui s'élève à 10,8%. 11 699 personnes étaient inscrites à Pôle Emploi fin décembre 2013. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi sous contrat à durée indéterminée (CDI), ou à temps plein), a augmenté de 7,1% en un an.

L'État soutient l'emploi :

L'unité territoriale de la DIRECCTE a développé des actions visant à accompagner et dynamiser l'emploi tout au long de l'année écoulée.

- 45 nouveaux créateurs d'entreprises ont été accompagnés par le dispositif Nouvel Accompagnement pour la Création et la Reprise d'Entreprises (NACRE)
- 716 contrats d'apprentissages et 263 contrats de professionnalisations signés.
- 917 contrats aidés prescrits dans le secteur non marchand. Le conseil général s'est engagé pour sa part dans le cofinancement de 139 contrats pour les bénéficiaires du RSA embauchés dans les ateliers et chantiers d'insertion. 151 contrats ont été conclus dans le secteur marchand.
- 654 000 € consacrés à l'insertion par l'activité économique
- 21 915 € consacrés au financement du Programme Départemental pour l'Insertion des Travailleurs Handicapés (PDITH)
- La mission locale du Gers a bénéficié d'une subvention de 408 000 € en 2013 pour accompagner des jeunes en difficulté et suivre des « jeunes décrocheurs ».



Logo pôle emploi



Forum emploi du Gers 2013

L'État développe l'offre de logement :

La politique de l'Etat en matière de logement répond à la nécessité de produire et d'améliorer des logements décents.

- 140 logements à vocation sociale et 59 logements très sociaux financés dans le parc public - 1 125 022 € de crédit de paiement consommés
- 310 logements financés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le cadre de la réhabilitation du parc privé (2 889 703 €).



Agence Nationale de l'habitat



Association REGAR

L'État conforte la solidarité et l'insertion :

- 2 011 007 € mobilisés, dont 435 540 € au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) de REGAR, 210 240 € pour le fonctionnement des Maisons Relais et 235 000 € pour l'hébergement d'urgence.
- 562 898 € mobilisés pour assurer l'hébergement en Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA).

L'État promeut une politique d'égalité entre les femmes et les hommes :

- 86 actions menées et 25 538 personnes sensibilisées dans le cadre de la charte départementale « Réseaulument Egalité dans le Gers ».
- Plan départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Démarrage de l'expérimentation « Entreprendre l'égalité », un réseau en faveur de l'égalité professionnelle dans le Gers.



« Réseaulument Egalité dans le Gers »

L'État promeut la vie associative :

- 2 500 € pour la formation des bénévoles, 18 550 € au titre du fonds pour le développement de la vie associative.
- 78 149 € de crédits de l'Agence nationale pour la Cohésion sociale et l'Égalité des chances (ACSE) dont ;
 - 31 149 € au programme Ville Vie Vacances
 - 45 000 € au titre fonds inter-trimestriel de prévention de la délinquance.

L'État développe la pratique sportive :

- 363 600 € de subventions accordées par le Centre National de Développement du Sport (CNDS) aux comités départementaux et aux clubs.
- 95 000 € pour les équipements sportifs.
- 1 500 jeunes de moins de 18 ans sensibilisés sur l'intérêt d'une pratique d'activité physique, dans le cadre du plan départemental « Nutrition Sport et Santé ».

L'État développe la culture :

- Les interventions dans les domaines du spectacle vivant, des arts plastiques et de la démocratisation culturelle dans le Gers s'élèvent à 1 211 206 €.
- Le patrimoine, et notamment les monuments historiques, a bénéficié de 1 237 753 € d'investissement en 2013.



Le patrimoine gersois : la cathédrale d'Auch

L'État renforce la cohésion urbaine :

Le Président de la République a confirmé, lors de sa venue à Auch le 3 août 2013, que le quartier du Garros avait été désigné « site préfigurateur » par le ministre délégué à la ville. Ainsi, les derniers mois de 2013 ont été consacrés à la mise en œuvre du travail de préfiguration du futur contrat de ville, dont la vocation est de traiter de manière cohérente et complémentaire l'ensemble des enjeux sociaux, urbains, économiques et environnementaux de ce quartier. La réflexion sur le projet de contrat de ville a suscité une mobilisation exceptionnelle des acteurs, qui constitue une condition préalable à l'établissement d'un document opérationnel qui devrait être signé à la fin de l'année 2014.



« Réseaulument Egalité dans le Gers » 2013



Pôle CIRCA à Auch



Visite du président François Hollande à Auch

L'État organise l'action éducatrice

Le Gers compte :

- 26 411 élèves de l'enseignement public
- 4 246 élèves de l'enseignement privé
- 2 800 agents du ministère répartis sur l'ensemble du département
- 143 341 268 € de crédits de rémunération
- 1 489 420 € de bourses second degré.



Résultat du Baccalauréat

Dans le premier degré, on note une stabilité des effectifs : - 5 élèves dans le département, même si le déséquilibre entre l'est et le sud-ouest persiste.

Dans le second degré, les collèges perdent des élèves (- 40), alors que les lycées en gagnent (+ 105 élèves).

L'excellence des résultats, tant au niveau du DNB (diplôme national du brevet) qu'aux différents baccalauréats, est une nouvelle fois confirmée : 89 % pour le DNB et 95,2 % pour le bac général et 82,50% pour le bac professionnel.



Ecole Guynemer à Auch



Elèves du lycée Beaulieu Lavacant



Lycée Pardailhan à Auch



Collège Carnot à Auch

L'État investit dans le Gers

Au plan strictement financier, la contribution de l'Etat à la richesse du département est de **568 millions €**, versés au titre des rémunérations des fonctionnaires, des interventions de toute nature qui incluent aussi celles de l'Union Européenne.

Dans le même temps, **469 millions €** étaient prélevés au titre de l'impôt, hors fiscalité locale.

Ces données illustrent l'expression de la solidarité nationale.

648 million € de recettes fiscales ont été perçues au profit des collectivités territoriales en 2013 (dont 113 millions au titre de la taxe foncière).



La dématérialisation des données financières et comptables

En 2013, l'outil CHORUS, système d'information financière de l'Etat est entré dans sa troisième année d'utilisation pour la gestion et le suivi des Budgets Opérationnels de Programme (BOP) assurés au sein de la préfecture. Ce sont donc plus de 9 millions € qui ont été engagés et payés via cet outil.

Divers échanges avec la plate-forme CHORUS de Tarbes ont permis d'assurer la bonne consommation des crédits, notamment à l'approche de la fin de gestion.

Le contrôle interne comptable a permis en 2013 de mettre en place des actions pour sécuriser la consommation des crédits. La feuille de route 2013 a été remplie sur la DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux), le FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) et paye des fonctionnaires de la préfecture, avec le concours des services de la préfecture concernés.



Les directions départementales interministérielles



Logo CHORUS

Le contrôle de gestion

Les services de l'État ont contribué à la réduction des dépenses publiques en matière de consommation de téléphonie, de frais postaux, d'assurances, et de consommables informatiques.

La démarche qualité

Les services de l'Etat dans le département, soucieux de garantir aux usagers un service de qualité, ont poursuivi leurs efforts de modernisation afin de faciliter les démarches des citoyens tout en rationalisant leur fonctionnement.

2013 a également vu les sous-préfectures de Mirande et de Condom labellisées Marianne. La labellisation de la préfecture a été reconduite jusqu'au 14 juin 2015.



Salle de réunion de la sous-préfecture de Condom



Sous-préfecture de Mirande



Préfecture d'Auch



Label Marianne



AGIR POUR LE GERS EN 2013

Directeur de la publication : Jean-Marc SABATHÉ, Préfet du Gers
Remerciements à l'ensemble des services de l'Etat pour leur collaboration à ce document.

Préfecture du Gers - 3 place du préfet Claude Érignac
BP 10322

32007 AUCH CEDEX

Conception : service départemental de la communication
interministérielle de l'Etat

Photos SDCI

Imprimé en juin 2014.